

## Publications économiques et financières



### Conjoncture économique

N° 344 / Septembre 2021

## TENDANCES CONJONCTURELLES

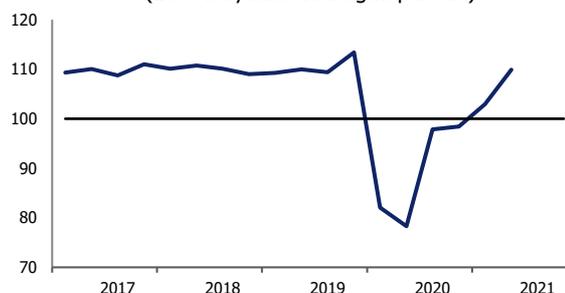
### 2<sup>EME</sup> TRIMESTRE 2021

#### Un rebond fragile au deuxième trimestre<sup>1</sup>

Au deuxième trimestre 2021, l'Indicateur du climat des affaires (ICA) enregistre une hausse de 7 points, bien au-dessus de sa moyenne de longue période. Les entreprises font état d'une conjoncture favorable et de perspectives positives pour le trimestre suivant.

Dans ce contexte, elles constatent un renforcement de leur trésorerie, escomptant une accélération de leur courant d'affaires au troisième trimestre et un besoin de main d'œuvre supplémentaire pour y faire face.

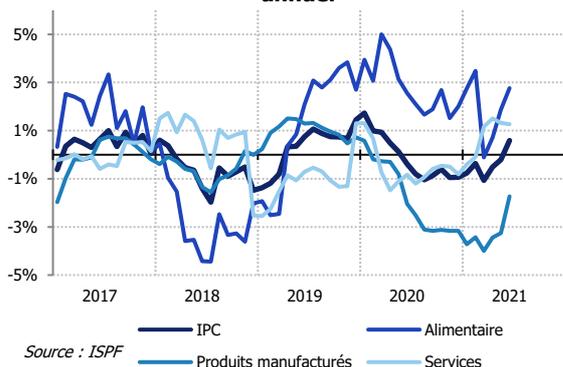
**Indicateur du climat des affaires (ICA)**  
(100=moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM

#### Des prix à la consommation plus élevés

**IPC détaillé - évolution en glissement annuel**



Source : ISPF

L'indice des prix à la consommation (IPC) progresse en juin 2021 pour s'établir à +0,6 % en glissement annuel. Son évolution provient principalement de la hausse des prix de l'alimentaire (+2,9 %) et des services de restauration (+8,8 %).

La tendance globale est toutefois atténuée par le reflux des prix des communications (-15,3 %) et des transports (-1,4 %), notamment des carburants et lubrifiants (-3,0 %) et des véhicules (-2,2 %).

Les professionnels interrogés lors de l'enquête de conjoncture indiquent avoir revalorisé leurs prix de vente, répercutant les difficultés d'acheminement et l'enchérissement de leur approvisionnement<sup>2</sup>. En juin 2021, l'index général du BTP affiche une progression

annuelle de 3,4 % (+1,1 % en mars dernier et +0,3 % en juin 2020).

<sup>1</sup> La majorité des entreprises sondées pour l'enquête du deuxième trimestre ont répondu au questionnaire bien avant la reprise épidémique et les mesures de restriction des déplacements à partir de mi-août.

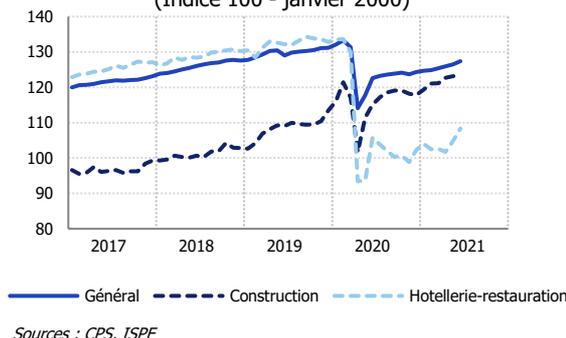
<sup>2</sup> L'indice Freightos Baltic Index (FBX), qui représente le coût moyen du transport par conteneur de 40 pieds sur les principales routes commerciales du monde, a été multiplié par quatre en l'espace d'un an et a progressé de plus de 50 % sur le trimestre. Il atteignait \$ 6 800 fin juin, contre \$4 400 fin mars 2021 et \$1 800 un an auparavant.

## Un marché du travail qui bénéficie de la reprise d'activité

En juin 2021, l'indice de l'emploi salarié du secteur marchand (IES) augmente de 4,0 % en glissement annuel, proche de son rythme pré-Covid (+4,4 % en février 2020). Les plus fortes hausses sont enregistrées dans le BTP (+7,1 %), le commerce (+5,4 %) et l'industrie (+3,8 %). L'hôtellerie-restauration (+2,5 %), pour sa part, renoue avec une tendance positive. Ce secteur représente un tiers des offres d'emploi recensées par le SEFI (Service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles) au deuxième trimestre 2021.

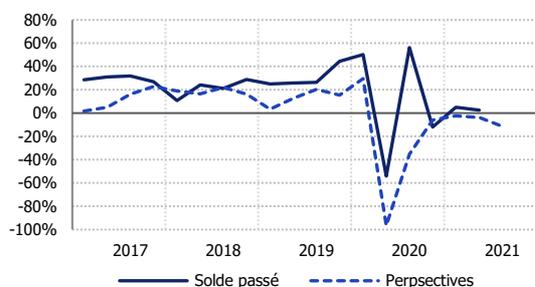
Le maintien de dispositifs publics de soutien à l'emploi (DiESE, DESETI, CAE, etc.) sur la période contribue également à faire évoluer favorablement le marché du travail.

**Indice de l'emploi salarié**  
(Indice 100 - janvier 2000)



## Dans le commerce, un trimestre plutôt contrasté

**Soldes d'opinion du commerce - activité**  
(centrés sur leur moyenne de longue période)



Selon les commerçants inclus dans le champ de l'enquête de conjoncture de l'IEOM, le deuxième trimestre se caractérise par une activité stable, dans un environnement de prix haussiers.

L'atonie de la production de crédits à la consommation, -9 % sur les six premiers mois de l'année (20,7 milliards de F CFP contre 22,7 milliards), témoigne d'une évolution mesurée de la consommation des ménages.

Si les importations de biens d'équipement ménager ressortent en forte progression depuis janvier 2021, +23,7 %, elles sont moindres que l'année dernière (- 1,7 % par rapport à 2019).

## Investissement : les entreprises s'abstiennent

Après une année 2020 difficile, les entreprises ont débuté l'exercice 2021 avec un niveau d'endettement élevé et des perspectives encore incertaines, en raison d'une évolution fluctuante de la situation sanitaire. De fait, elles hésitent encore au deuxième trimestre à se positionner sur des projets d'investissement à un an.

Alors que la production de crédits à l'équipement s'inscrit en retrait de 5,1 % au premier semestre 2021 (9,3 milliards de F CFP contre 9,9 milliards un an plus tôt), celle de crédits à l'habitat en faveur des particuliers demeure dynamique, +14,2 % (16,5 milliards de F CFP contre 14,5 milliards en 2020).

Disposant d'un niveau d'épargne conséquent<sup>1</sup>, les ménages tirent en outre parti de dispositifs publics de soutien tels que l'AIM (Aide à l'investissement des ménages) pour investir dans l'immobilier.

Quant à l'investissement public, il est stimulé par la mise en œuvre du plan de relance 2021-2023, présenté en février dernier par le gouvernement, et du plan national France Relance, relayé localement grâce à l'accord signé avec le représentant de l'Etat en Polynésie française en avril dernier. Sur la première moitié de l'année, les dépenses de la Direction de l'équipement atteignent 4,3 milliards de F CFP, soit 53 % de plus que l'année précédente (2,8 milliards de F CFP au premier semestre 2020).

**Prévisions d'investissement des entreprises à 1 an**

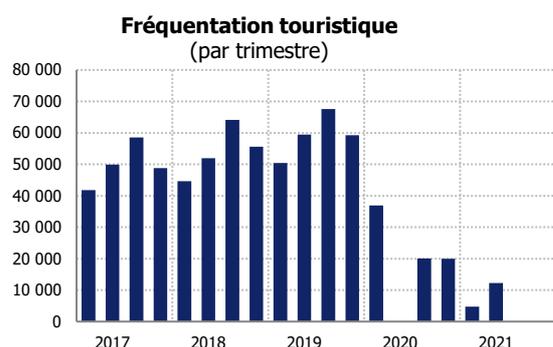
(centrées sur leur moyenne de longue période)



<sup>1</sup> Voir [note IEOM](#) – Impact de la crise de la Covid-19 sur la situation financière des ménages et des entreprises à fin juin 2021.

## Des secteurs exportateurs encore fragiles

### Tourisme : un frémissement au deuxième trimestre 2021



Source : ISPF

L'obtention du label « Safe Travels by WTTC »<sup>1</sup> en avril, puis à partir du 1<sup>er</sup> mai 2021, l'assouplissement des conditions d'entrée en Polynésie française et la densification des vols réguliers avec les États-Unis, a permis de réamorcer le flux de visiteurs étrangers.

Au deuxième trimestre 2021, l'aéroport international de Tahiti a accueilli quelque 32 000 passagers, soit 11 fois plus qu'en 2020 (3 000), pendant le premier confinement de la Polynésie française, mais 5 fois moins qu'en 2019 (174 000). Les 12 200 touristes présents en Polynésie française entre avril et juin 2021, sont surtout des Américains (8 200) et des Français (3 600).

Les professionnels des services qui participent à l'enquête de l'IEOM se montrent satisfaits de leur niveau d'activité, qui leur a permis de renforcer leur trésorerie et leurs effectifs au deuxième trimestre 2021. Les hôteliers, plus réservés, faisaient part d'un certain attentisme quant à l'ampleur de la reprise sur la haute saison<sup>2</sup>.

### Une conjoncture stable pour le secteur secondaire

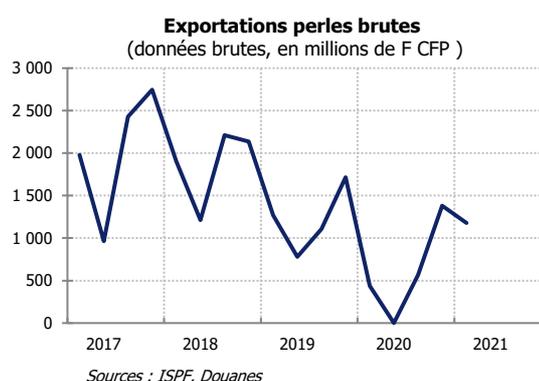
Pour les chefs d'entreprise du secteur secondaire, la consolidation du volume d'activité au deuxième trimestre 2021 a été l'occasion de procéder à des embauches, ce qui a pesé sur leurs charges d'exploitation. Leur situation de trésorerie s'est améliorée en lien avec la hausse de leurs tarifs.

Ainsi, l'huile de coprah polynésienne a pu bénéficier de l'envolée des cours mondiaux des matières premières<sup>3</sup> : ses recettes d'exportations croissent de 12,3 % en glissement annuel (136,7 millions de F CFP contre 121,6 millions au deuxième trimestre 2020) pour un volume bien moindre (1 019 tonnes contre 1 645 en 2020).

### Secteur primaire : lente reprise de l'export

Au deuxième trimestre 2021, les recettes d'exportations agroalimentaires polynésiennes sont en retrait par rapport à leur niveau de 2020 (-2,9 %), reflétant notamment les tensions dans les transports internationaux. Celles de poissons quadruplent sur un an, mais ne retrouvent pas encore leur valeur pré-Covid-19 (432 millions de F CFP contre 99 millions en 2020 et 507 millions en 2019).

Quant aux perles brutes, la hausse des volumes exportés, observée depuis le début de l'année se poursuit : de janvier à juin 2021, 12,3 tonnes ont été écoulées (1 tonne sur la même période en 2020<sup>4</sup> et 4,4 tonnes en 2019), mais au prix d'une forte dévalorisation. En effet, le prix moyen au gramme, qui dépassait 400 F CFP précédemment, a été divisé par deux, reflétant la dégradation de la qualité des produits et de la demande internationale.



Sources : ISPF, Douanes

<sup>1</sup> Reconnue mondialement cette certification délivrée par le Conseil mondial du voyage et du tourisme (WTTC), est destinée à rassurer les visiteurs sur les destinations qui ont adopté des protocoles normalisés au niveau mondial en matière de santé et d'hygiène.

<sup>2</sup> Comme énoncé en première page, les réponses à l'enquête ont été envoyées avant la dégradation de la situation sanitaire en Polynésie française.

<sup>3</sup> Entre juin 2020 et juin 2021, le prix mondial de l'huile de coco a progressé de 82 %, de \$916 à 1 670 sur le marché de référence de Rotterdam.

<sup>4</sup> Pas d'exportations de perles brutes au deuxième trimestre 2020.

## REPRISE ENCORE EN DEMI-TEINTE AU PREMIER TRIMESTRE 2021

La croissance de l'économie mondiale devrait s'élever à 6,0 % en 2021 selon les dernières perspectives économiques mondiales publiées par le FMI en juillet. Ces prévisions demeurent inchangées depuis avril avec toutefois d'importantes révisions d'une région à l'autre qui résultent à la fois de l'évolution de la pandémie et des mesures de soutien mises en place. En 2022, l'activité mondiale pourrait croître de 4,9 %, soit une révision à la hausse de 0,5 point par rapport à l'estimation d'avril. La conjoncture pourrait plus particulièrement s'améliorer dans les pays avancés grâce aux mesures de relance budgétaire annoncées et à l'anticipation d'une meilleure situation sanitaire suite aux campagnes de vaccination.

Aux États-Unis, le PIB a progressé de 1,6 % au deuxième trimestre 2021, en glissement trimestriel, après une hausse de 1,5 % au trimestre précédent. La pleine réouverture de l'économie et les mesures de soutien budgétaires et monétaires mises en place ont pesé favorablement sur la consommation des ménages et l'investissement. Sur l'ensemble de l'année 2021, le FMI anticipe une croissance de 7,0 %, soit une révision à la hausse de 0,6 point de pourcentage par rapport aux précédentes estimations.

Dans la zone euro, l'activité a augmenté de 2,0 % au deuxième trimestre après un recul de 0,3 % au premier. Le taux d'inflation s'est établi à 1,9 % à fin juin contre 1,3 % trois mois plus tôt, tandis que le taux de chômage continue de baisser pour s'élever à 7,7 %. Sur l'année entière, le PIB de la zone progresserait de 4,6 % selon le FMI, avec des écarts importants d'un pays à l'autre.

En France, le PIB a enregistré une hausse de 0,9 % au deuxième trimestre selon les premières estimations de l'Insee et se rapproche de son niveau d'avant-crise. La croissance est portée par la progression des dépenses de consommation des ménages (+0,9 %) et de l'investissement (+1,1 %). Les exportations ont quant à elles crû de 1,5 %, soit un rythme inférieur aux importations (+1,9 %). Sur l'ensemble de l'année, la Banque de France anticipe une augmentation du PIB de 5,75 %.

Au Japon, l'économie peine à redémarrer alors que l'état d'urgence a été prolongé à plusieurs reprises face à la recrudescence de l'épidémie. Après une baisse de 0,9 % au premier trimestre, le PIB a crû de 0,3 % sur les trois mois suivants. La consommation des ménages (+0,9 %) et l'investissement des entreprises (+1,7 %) ont retrouvé une évolution favorable sur la période. Pour 2021, le FMI table sur une croissance du PIB de 2,8 %.

Enfin, les pays émergents et en développement pourraient voir leur PIB croître de 6,3 % en 2021. L'Inde et la Chine verraient leur activité progresser de respectivement 9,5 % et 8,1 % tandis que le Brésil et le Mexique enregistreraient un rythme de croissance plus modéré (respectivement +5,3 % et +6,3 %).

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 4 juin 2021.

## UNE REPRISE ECONOMIQUE HETEROGENE DANS LA ZONE ASIE-PACIFIQUE

Au 2<sup>e</sup> trimestre 2021, les divergences en terme de reprise économique au sein de la zone Asie-Pacifique se creusent. L'évolution de la situation sanitaire et la dépendance à l'activité touristique sont les principaux déterminants qui expliquent ces trajectoires différentes.

Ainsi, selon les prévisions du FMI, certains Petits états Insulaires en Développement du Pacifique, tels que Fidji, les Palaos, les Samoa et le Vanuatu, fortement dépendantes du tourisme, pourraient ne pas se remettre des impacts du COVID-19 avant 2023, en fonction des approvisionnements de vaccins et de l'évolution de l'environnement extérieur.

En revanche, l'économie **australienne** bénéficie d'une situation sanitaire plus satisfaisante au 2<sup>e</sup> trimestre, ainsi que de politiques fiscales accommodantes qui ont permis une progression du PIB réel de 6,5 %, en glissement annuel (g.a) tiré par un regain de la consommation intérieure, des investissements fixes non résidentiels, et une hausse des exportations. Par ailleurs, le taux de chômage a diminué de 0,8 %, pour s'établir à 4,9 % au 2<sup>e</sup> trimestre.

Côté **Néo-Zélandais**, la maîtrise de la situation sanitaire a permis une reprise rapide de l'économie, qui voit son PIB progresser de 1,6 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2021 (dernières données disponibles), après une baisse de 1,0 % au dernier trimestre 2020. Tous les secteurs ont contribué à cette augmentation, que ce soit l'industrie des services qui contribue aux 2/3 de l'économie (+1,1 %), la production de biens (+2,4 %), ou le secteur primaire (+0,3 %). Cette progression reste toutefois modérée en raison de l'impact toujours persistant de la Covid-19 sur l'économie, et particulièrement sur l'industrie du tourisme. Au 2<sup>e</sup> trimestre 2021, le retour de la confiance des entreprises, la bonne santé du marché de l'emploi, et la pression inflationniste sont autant de signes de reprises conduisant à l'arrêt du programme d'assouplissement quantitatif de la Nouvelle-Zélande.

En **Chine**, bien que solide, la croissance ralentit (7,9 % en g.a) après une progression sensible de 18,3 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2021 en g.a. Ce ralentissement de la croissance au 2<sup>e</sup> trimestre est dû à la normalisation progressive du rythme de croissance.

Au **Japon**, la croissance reprend timidement au 2<sup>e</sup> trimestre, avec un PIB progressant de 0,3 % en glissement trimestriel grâce à une progression de la consommation privée (+0,8 %), des exportations (+2,9 %) et des investissements (+1,7 %) par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre. La reprise est contrainte en raison d'une résurgence des cas de Covid-19, mais la croissance devrait atteindre 3,3 % g.a en 2021 selon le FMI grâce au plan vaccinal en cours, à une hausse du commerce extérieur, et aux effets du soutien public sans précédent, dont le montant s'élève à 56 % du PIB, toutes mesures confondues sur les trois plans de relance.

Sources : FMI, OCDE, The World Bank, Stats NZ, Australian Bureau of Statistics, National Bureau of Statistics of China, Reserve Bank of Fiji, Direction générale du Trésor, Financial Times, Focus-Economics, Bloomberg, Etudes Economiques du Crédit Agricole, Le Monde, Business Insider.